

Yves Nicolas, vice-président de la communauté de communes, a rappelé que « dans le cadre de notre projet Territoire, santé, ruralité en Centre-Bretagne, nous avons mis en avant la volonté d'expérimenter la télésanté, qui peut représenter un moyen supplémentaire d'améliorer la prise en charge de la patientèle pour les professionnels de santé ».

Pour cela, le conseil avait approuvé l'intervention de Catel, un réseau multidisciplinaire de compétences en télésanté, afin de mener une étude de faisabilité. Cette étude, qui bénéficie d'une aide de 50 % au titre de l'enveloppe numérique, se déroule en deux temps : une tranche ferme d'un montant de 8 825 € HT pour identifier les besoins d'usage, et une tranche conditionnelle d'un montant de 21 050 € HT pour identifier les offreurs de service et produits en adéquation avec les besoins ; proposer des principes d'un modèle économique et juridique avec les acheteurs, les financeurs et les partenaires potentiels ; la rédaction d'un cahier des charges et des préconisations pour le lancement d'une phase opérationnelle.

Yves Nicolas a précisé que cette première phase, intitulée « prioriser les besoins des usagers finaux en adéquation avec les valeurs, les objectifs et le développement du pôle d'excellence rurale de la communauté de communes », est achevée.

L'ensemble des professionnels de santé du secteur ont fait valoir une adhésion globale mais mesurée sur la pertinence de la télésanté. Les entretiens ont mis en exergue deux champs d'action à privilégier : la téléassistance en soins des plaies et la télépsychiatrie. Le cabinet se propose de poursuivre dès à présent le travail engagé pour mettre en oeuvre la télémédecine sur le territoire communautaire. Avant de valider cette seconde phase, la commission vie sociale souhaite attendre la rencontre avec l'Agence régionale de santé, qui apportera son regard sur la faisabilité du projet de télésanté.

Fuente: ouest-france.fr